

BORDEREAU COLLECTIF N°1982

ETA 111-4
EURSS + 1981 / EURSS

DESIGNATION DES PIÈCES	NOMBRE	OBSERVATIONS
<p>A/s : Rencontre KOHL- GORBATCHEV en URSS (15-16 Juillet)</p> <p>Mots-clés : //URSS, RFA, Allemagne, Politique exté- rieure//</p> <p>Note n°1981 de la Sous-Direc- tion d'URSS du 18 juillet</p>	1	<p>Pour information./.</p> <p><i>Hauss</i></p>

SECRET

CONFIDENTIEL

NON CLASSIFIÉ

DIFFUSION INTERNE		DIFFUSION EXTERNE
DEPARTEMENT	POSTES	
<p>CM : M. KESSEDJIAN M. GIRARD M. DANON</p> <p>SG DP/DPA EU/EUA1/EUA2/EOR EUM/EUC</p> <p>DE DG NUOI IP CAP ASD AM/AS/DAM/ANMO/ DFAE</p>	<p>MOSCOU BERLIN BUCAREST BUDAPEST PRAGUE SOFIA TIRANA BELGRADE VARSOVIE</p> <p>WASHINGTON OTTAWA LONDRES BONN ROME ROME ST SIEGE COPENHAGUE MADRID BRUXELLES ATHENES LISBONNE LUXEMBOURG DUBLIN LA HAYE</p>	<p>S/C Du Cabinet du Ministre d'Etat</p> <p>-----</p> <p>PR: M. VEDRINE M. HENNEKINNE Mme de MARGERIE</p> <p>PM: M. PETIT</p> <p>SGDN: M. GODECHOT M. FIESCHI</p> <p>MINISTÈRE DE LA DEFENSE (CAB) M. de BRICHAMBAUT M. FELIX-PAGANON</p> <p>DEG : Général PARIS EMA : M. de BELENET</p> <p>MISSION INTER- MINISTERIELLE POUR L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE : Mme GUIGOU</p>
	<p>DELFRAN NEW YORK REPAN BRUXELLES BERLIN HAUSS DELFRAN GENEVE DSMT GENEVE FSLT LENINGRAD CSCE VIENNE</p> <p>VIENNE STOCKHOLM HELSINKI OSLO BERNE ANKARA ALGER TUNIS RABAT LE CAIRE PEKIN TOKYO RIYAD</p>	

NOTE

A/s : Rencontre KOHL-GORBATCHEV en URSS (15-16 juillet)

/mots clés : //URSS, RFA, Allemagne, Politique extérieure//

1. Elément majeur des entretiens au Sommet germano-soviétiques (15-16 juillet), l'accord donné par M. GORBATCHEV à l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN constitue une percée dans le règlement des aspects externes de l'unification de l'Allemagne.

M. GORBATCHEV accepte aujourd'hui les conséquences inévitables du processus d'unification, auquel l'URSS avait donné son aval dès le 31 janvier avec la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Allemands.

"Que cela nous plaise ou non, le temps viendra où une Allemagne unifiée sera membre de l'OTAN si tel est son choix": c'est ce que M. GORBATCHEV a qualifié de "Realpolitik".

L'URSS reconnaît ainsi le droit d'une "Allemagne unie disposant de sa pleine et entière souveraineté" à décider "librement d'appartenir à l'alliance de son choix", conformément à l'Acte final d'Helsinki.

2. L'accord entre le chancelier KOHL et M. GORBATCHEV s'est notamment établi sur les points suivants :

- Les droits et les responsabilités des Quatre Puissances s'éteindront avec la réalisation de l'unification de l'Allemagne.

- Le retrait des troupes soviétiques du territoire de l'actuelle RDA s'effectuera sur la base d'un accord bilatéral entre l'URSS et l'Allemagne unie. Ce retrait devrait être achevé "dans un délai de trois à quatre ans.

- Le dispositif de l'OTAN ne sera pas étendu au territoire de la RDA aussi longtemps qu'y seront stationnées des troupes soviétiques.

En revanche, des unités de la Bundeswehr qui ne sont pas intégrées aux structures de l'OTAN pourront y être déployées ainsi qu'à Berlin dès que l'unification de l'Allemagne sera opérée.

- Le gouvernement fédéral demandera aux trois alliés occidentaux de maintenir leurs troupes à Berlin-Ouest aussi longtemps que les troupes soviétiques demeureront présentes sur le territoire de l'actuelle RDA.

- Le gouvernement fédéral s'engagera, dans le cadre des négociations en cours à Vienne, à réduire les effectifs des troupes de l'Allemagne unie à 370 000 hommes en l'espace de 3-4 ans à partir de la signature du premier accord FCE.

3. De retour à Bonn, le chancelier KOHL a complété cette déclaration sur deux points :

- Il a précisé que, si après le retrait des troupes soviétiques du territoire de l'actuelle RDA et de Berlin, des troupes intégrées à l'OTAN pourront également être stationnées dans cette partie de l'Allemagne, il ne saurait s'agir de troupes étrangères, et qu'en tout état de cause elles ne disposeront d'armes nucléaires.

- Il a indiqué que les effectifs et l'armement des troupes des trois puissances occidentales qui demeureront à Berlin dans l'attente du départ des troupes soviétiques stationnées en RDA, ne devront pas être plus importants qu'ils ne le sont actuellement.

4. Le moment choisi par M. GORBATCHEV pour annoncer l'inflexion de la position soviétique s'explique aussi bien par des raisons de politique intérieure que de politique extérieure.

- Au lendemain d'un Congrès où sa position en tant que Secrétaire général du PCUS, mais aussi comme Président de l'URSS, sort sensiblement renforcée après l'échec des conservateurs, M. GORBATCHEV disposait de la marge de manoeuvre politique nécessaire pour franchir ce pas.

- Les Soviétiques peuvent faire valoir à leur opinion que le Sommet de l'Alliance atlantique (5-6 juillet) - dont ils ont salué les résultats- et les engagements du chancelier KOHL leur ont apporté les garanties nécessaires leur permettant, dans un contexte Est-Ouest transformé, d'accepter l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN.

Ainsi M. GORBATCHEV a t-il pu faire état d'une réduction de "45 % du total des hommes sous l'uniforme allemand", en incluant dans son calcul les effectifs de l'armée de la RDA.

5. Dans la perspective de la nouvelle configuration de l'Europe, l'URSS entend jeter les bases d'une relation étroite avec l'Allemagne.

a) Au lendemain du Sommet de Houston où sont apparues les réticences américaines à une aide financière massive à l'URSS, Moscou apprécie à leur juste valeur la capacité et la disponibilité de l'Allemagne à soutenir économiquement l'Union Soviétique dans la phase délicate qu'elle traverse.

Ainsi l'attribution fin juin d'un crédit bancaire de 5 Mrd de DM garanti par l'Etat a-t-elle évité à l'URSS de se trouver en situation de cessation de paiement.

La RFA devrait en outre rapidement apporter son soutien à l'URSS pour la construction de logements (qui pourraient être affectés à l'hébergement des unités retirées de RDA) ainsi que dans le recyclage professionnel des militaires retournant à la vie civile, et accroître sensiblement ses importations de gaz soviétique.

b) Un "traité général" germano-soviétique qui sera conclu d'ici un an, couvrant l'ensemble du domaine de coopération, peut-être sur le modèle du traité franco-allemand de 1963, viendra se substituer au Traité de Moscou de 1970 et devrait ouvrir un chapitre nouveau des relations entre l'Allemagne unie et l'URSS.

La nature des liens personnels qui se tissent aujourd'hui entre le chancelier et M. GORBATCHEV ainsi que la tonalité des entretiens montrent que Moscou considère désormais l'Allemagne comme le trait d'union entre l'Est et l'OUEST, le pivot du continent, capable d'amarrer l'URSS à la partie dynamique de l'Europe.

*

L'infléchissement de la position soviétique dépasse largement le cadre des seules relations germano-soviétiques. Il constitue l'aboutissement des efforts de l'ensemble des Occidentaux, en particulier des Trois Puissances alliées et notamment de la France, pour assurer le rétablissement de la pleine et entière souveraineté de l'Allemagne unie et défendre le principe du libre choix par ce pays d'appartenir à une alliance./.

RU